

DIAL 3333

MEXIQUE - Villes rurales durables, spoliation et contre-insurrection au Chiapas, seconde partie

Karela Contreras, Rosaluz Pérez, Miguel Pickard, Abraham Rivera & Mariela Zunino

vendredi 24 juillet 2015, mis en ligne par [Dial](#)

Une série de textes publiés ces dernières années par DIAL a évoqué les différents dispositifs et moyens mobilisés par les États, sur leur sol ou non, à des fins contre-insurrectionnelles : plans de « lutte contre la pauvreté » visant à désactiver les mobilisations sociales [1], programme d'occupation permanente de favelas de Rio de Janeiro (Brésil) par les Unités de police pacificatrice (UPP) [2], financement par l'armée états-unienne de programmes de recherches sur les mouvements sociaux ou d'études approfondies de géographie humaine [3]. Le texte publié ci-dessous s'intéresse quant à lui à un dispositif très concret de regroupement et contrôle des populations dans une région stratégique, le Chiapas. Les Villes rurales durables, en privant les populations rurales chiapanèques de l'assise traditionnelle de leur autonomie - la terre -, les font pénétrer de force dans le cercle vicieux de l'ordre économique capitaliste - il faut désormais payer pour s'alimenter, se loger..., et donc vendre un travail en échange d'un salaire pour espérer survivre -, et les placent de fait sous la dépendance des détenteurs des ressources monétaires désormais devenues un élément central de leur existence - l'État et les entreprises s'installant dans les environs. Ce texte est issu d'un ouvrage collectif publié en 2011 [4]. La [première partie](#) a été publiée dans le numéro de [juin](#).

Derrière la reconversion productive : la désarticulation d'un mode de vie

Plus de 410 maisons de béton sont collées les unes aux autres, le long des rues écrasées de chaleur, et constituent la première ville rurale « durable » de l'État du Chiapas, « Nuevo Juan de Grijalva ». Parcourir la ville, marcher dans ses rues, bavarder avec ses habitants, fait bien vite s'écrouler la propagande officielle qui se targue d'avoir conçu la ville idéale comme solution parfaite de lutte contre la pauvreté, non seulement pour le Chiapas mais pour le monde entier. Les logements « dignes et durables » ne sont aucunement « solides, isolés et écologiques ». Au contraire, leurs dimensions réduites, l'organisation de l'espace, les matériaux de construction employés et le manque total d'isolation, en font des constructions juste dignes d'une démolition. Les « vastes patios et arrière-cours » ne sont que des espaces réduits sans ombre, où les rayons brûlants du soleil ne permettent à aucune végétation de pousser et les animaux de basse-cour vivent pratiquement avec la famille. Le paysage urbain n'a vraiment rien de « durable » car il n'y pas un seul arbre, pas même dans les parcs. Les rues, qui portent le nom d'entreprises, respirent chaleur et désolation.

Parmi les plus de quatre cents familles qui habitent la ville, seules quelques-unes ont réussi à trouver un emploi, en participant à un projet productif ou comme gérant d'une épicerie « Super Chiapas ». Cependant, bien que la chance paraisse sourire à ces quelques familles qui ont obtenu un travail, la réalité est à l'opposé de la réussite économique : ceux qui travaillent à des projets productifs - fermes ou serres de « reconversion productive » - ne trouvent pas de débouchés à leur production ; ceux qui ont ouvert des magasins ont jusqu'à sept mille pesos de dette auprès de la Commission fédérale d'électricité. Le centre

de santé, doté, si l'on en croit le discours gouvernemental, de « tous les services », ne dispose même pas de la quantité et de la variété de médicaments suffisantes pour répondre aux besoins des habitants de la ville.

À entendre les témoignages des habitants on comprend que le rêve d'une « ville moderne », avec d'importants débouchés professionnels et accès à tous les services s'est rapidement évanoui face aux contraintes de la réalité subies par les plus de deux mille habitants de la « ville rurale ». De même, une fois sur place, on se rend immédiatement compte que l'architecture et l'urbanisme de la ville entrent en conflit direct avec le mode de vie des populations paysannes et indiennes.

Une connaissance plus précise du programme des Villes rurales permet de voir que l'objectif derrière ce type de projet est non seulement l'abandon des champs, de la culture du maïs et du soin de la *milpa* [5] mais aussi une attaque contre tout un univers de pratiques, de valeurs et d'identités qui participent d'une cosmovision indienne-paysanne qui résiste aux assauts du pouvoir politique et économique depuis plus de cinq cents ans. Selon l'anthropologue André Aubry : « La Conquête néolibérale s'empare des terres comme il y a cinq cents ans et ravage les terres natales pour y bâtir des territoires offerts à des collecteurs de devises. » [6]

Qu'un paysan abandonne ses terres pour aller vivre dans une ville rurale a des conséquences qui vont bien au-delà de la simple séparation physique de sa terre. Prétendre éloigner une personne de son milieu de vie rural qui est le centre de tout son système de vie, revient à vouloir en finir avec son essence, les racines de son être paysan-indien. La terre est, pour le paysan, la paysanne, la base de son existence. C'est la pierre angulaire sur laquelle est construit tout un mode de vie et de reproduction de valeurs.

Une vision négative et déshumanisante de l'être indien-paysan sous-tend ce type de programmes. Selon cette conception, ce dernier ne peut rien apporter à la modernisation du secteur rural et loin de servir d'huile, il constitue plutôt du sable mis dans l'engrenage de la machine néolibérale et du « progrès ». Il vaut donc mieux l'écarter, le déposséder de son territoire et le « reconvertir » en quelque chose de productif et de rentable.

La mutilation du mode de vie paysan opérée en séparant la population rurale de son environnement poursuit d'abord une fin contre-insurrectionnelle : il s'agit de rompre les liens communautaires et les pratiques propres à la vie en communauté, aussi bien celles qui sont inhérentes à la cosmovision indienne que celles acquises à partir de la collectivisation de la terre, et qui se manifestent par des pratiques comme celles des assemblées des membres de l'*ejido* [7]. Démembrer, isoler, désorganiser, semble être la ligne poursuivie.

Il y a ainsi un élément qui joue un rôle fondamental dans le bouleversement du mode de vie indien-paysan : la question alimentaire. À Nuevo Juan de Grijalva, les centaines de personnes qui y sont concentrées ont perdu, faute de disposer de l'espace et des moyens appropriés, la capacité de produire leurs propres aliments. Comme l'explique un habitant de la ville rurale : « Dans notre *rancho*, nous mangions presque tout ce que nous produisions, alors qu'ici, il faut l'acheter [...]. Nous ne pouvons pas produire ce que nous mangeons [...] » Ce que la *milpa* leur donnait, ils doivent maintenant l'acheter en magasin. Un autre habitant nous explique : « Là-bas nous récoltions tout nous-mêmes. Si nous voulions du poisson, nous allions à la rivière en pêcher. Nous ne devons pas payer pour l'acheter, nous le pêchions. Je ne sais pas comment, mais chacun se débrouillait pour vivre. Ici ce n'est pas possible [...] » La séparation, ou l'éloignement du paysan ou de la paysanne d'avec sa terre a des conséquences importantes sur son alimentation, sa nutrition et surtout sur son économie familiale. Cette nouvelle dépendance alimentaire est un exemple clair d'une stratégie plus vaste qui cherche à soumettre la population au contrôle de l'État, en détruisant tout vestige d'autonomie, de souveraineté ou d'indépendance. Le modèle gouvernemental-entrepreneurial se construit dans le monde rural en écrasant tout ce qui échappe à sa logique corporatiste, coercitive et dominatrice.

Élément essentiel des Villes rurales, le gouvernement développe le programme de Reconversion productive, qui constitue l'axe fondamental du « Plan de développement Chiapas 2006-2012 » dont

l'objectif est de « combattre l'improductivité » en transformant les paysans et les paysannes en « petits chefs d'entreprises » se consacrant aux plantations forestières, fruitières ou destinées à la production d'agrocarburants. Pour le gouvernement et les intérêts privés, tout ce qui ne s'inscrit pas dans une logique d'accumulation et de croissance économique est taxé d'« improductif ». La finalité est donc un processus de « dé-ruralisation » dans le but d'imposer une logique d'agrobusiness. La reconversion productive vise à remplacer la culture du maïs et d'autres productions – qui ne font que « maintenir la pauvreté » – par d'autres cultures à haut rendement, comme celles destinées à la production d'agrocarburants.

Au sujet de la ville rurale de Santiago el Pinar, le gouvernement a déclaré que « dans le cadre du processus de socialisation de la réinstallation, les habitants et les représentants de ces localités ont visité la maison témoin, située sur le terrain du nouveau centre urbain et construite en accord avec leur mode de vie et dans le plein respect de leurs traditions et coutumes », [8], affirmation qui montre bien l'abîme qui existe entre le discours et la réalité. Prendre contact avec les communautés qui doivent être déplacées et écouter les déclarations des personnes concernées permet de mettre en évidence les véritables méthodes de mise en œuvre de ce projet qui est loin d'être basé sur la consultation et la libre décision des communautés. Un habitant de Santiago el Pinar déclarait ainsi que ceux du gouvernement « ont passé un accord avec le seul président municipal. Les communautés n'ont pas été informées. Quand ils en ont eu connaissance, l'accord était déjà conclu ». Dans le cas d'Ixhuatán, la discussion s'accompagnait d'une menace voilée : le gouvernement arrive en disant que la réinstallation est totalement volontaire, mais que ceux qui refusent de déménager seront abandonnés à leur sort, c'est-à-dire que tout ce qui peut se produire dans la localité qui sera abandonnée sera sous l'entière responsabilité de ceux qui décident d'y rester. Les services, comme l'électricité, seront supprimés et les maisons démolies. Les communautés, qui ont déjà souffert historiquement de l'abandon du gouvernement, sentent ainsi peser la menace que, si elles n'optent pas pour la réinstallation, elles souffriront plus encore de discrimination et d'exclusion de la part d'un État déjà absent, ce qui contribue à faire pression pour qu'elles optent pour la réinstallation. Cette menace de retrait et le fait de conditionner l'offre de services à l'abandon de l'espace vital où les familles ont vécu durant des décennies est une action autoritaire du gouvernement et une violation du droit à la libre détermination des peuples.

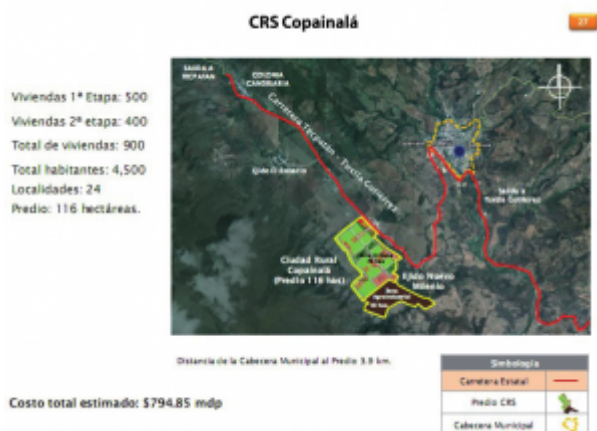
Les villes rurales dans la géographie chiapanèque et les intérêts sous-jacents

Établir une carte des villes rurales permet d'établir des relations avec d'autres mégaprojets prévus dans les mêmes régions. La convergence du choix des sites pour la construction des villes rurales avec d'autres intérêts semble n'être pas qu'une simple coïncidence. À l'heure actuelle, les plans du gouvernement prévoient la construction de quelque sept villes rurales, parmi lesquelles on peut opérer une distinction entre celles qui sont déjà en cours de construction et celles qui en sont encore au stade de la planification et de la conception.

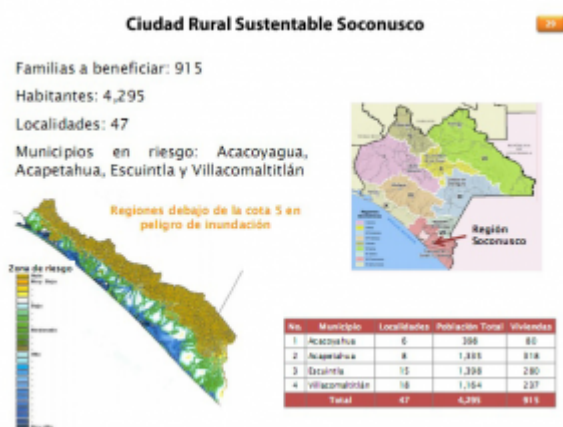
Construction en cours	Planification et conception
Ville rurale durable Ixhuatán, dans la commune du même nom	Ville rurale durable dans la commune de Copainalá
Ville rurale durable Jaltenango, dans la commune d'Angel Albino Corzo	Ville rurale durable Soconusco, dans la commune d'Acapetahua
Ville rurale durable Santiago el Pinar, dans la commune du même nom	Ville rurale durable dans la commune de Jitotol
Ville rurale durable Emiliano Zapata, dans la commune de Tecpatán	

C'est dans la commune de Copainalá que doit être construite la ville rurale la plus grande, avec un total de 900 logements pour quelque 4 500 habitants issus de 24 localités de la région, sur un terrain de 116 hectares. En juillet 2010, des porte-paroles de la Commission fédérale de l'électricité présentaient les

projets de construction de deux nouveaux barrages hydroélectriques au Chiapas, l'un sur la commune d'Acala et l'autre à Copainalá. À cette occasion, le coordinateur des projets hydroélectriques de l'entreprise a déclaré que puisque ces projets de barrages vont susciter des mouvements de résistance des populations affectées, la meilleure stratégie était de récompenser les populations en installant des cliniques et des écoles dans les zones voisines [9]. Qu'y-a-t-il de mieux que de construire une ville rurale pour faire taire les résistances ?

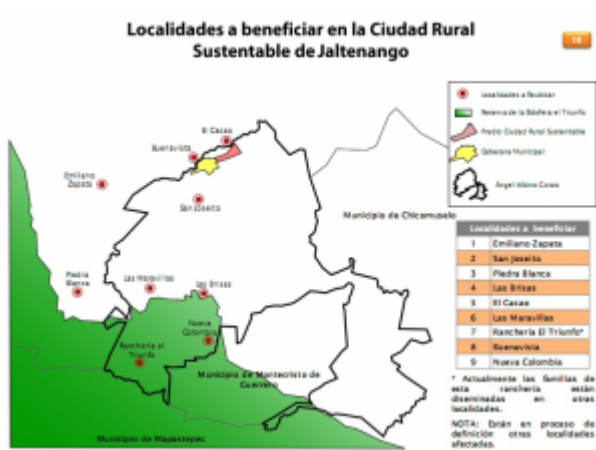


Dans le cas de la ville rurale de la région de Soconusco, Acapetahua, où elle sera construite, est justement la commune de l'État du Chiapas avec la plus grande superficie de culture de palmiers à huile, avec 7600 hectares. L'intention du gouvernement de l'État est qu'en 2012, le Chiapas dispose de 100 000 hectares de palmiers à huile, pour la production d'agrocarburants. Juste à quelques kilomètres de là, le président Felipe Calderón vient d'inaugurer la fameuse usine de biodiesel de Puerto Chiapas. À cette occasion, le gouverneur Sabines a déclaré : « Nous, les Chiapanèques, sous l'égide de notre président, nous sommes témoins de l'entrée historique dans une nouvelle ère, l'ère de la production de biodiesel ». Qu'y-a-t-il de mieux que de construire là une ville rurale et de transformer par le biais de la reconversion productive la population paysanne en pionniers de la nouvelle ère de production d'agrocombustibles ?



Quand on visite la ville rurale de Jaltenango, ou « Ville du café », et qu'on interroge les fonctionnaires de la présidence de l'agglomération principale de la commune, apparaissent de nouveaux éléments à prendre en compte concernant le discours de protection de l'environnement et de prévention des catastrophes naturelles. Après les violents orages et les inondations survenues aux mois de septembre et octobre 2010 dans plusieurs communes du Chiapas, le gouvernement a intensifié son discours officiel en présentant le programme des villes rurales comme stratégie non seulement pour éradiquer la pauvreté mais aussi pour prévenir les catastrophes naturelles. Des articles de presse ont publié des données indiquant que, des 118 communes chiapanèques, 40 sont susceptibles de subir des glissements de terrain et 28 des inondations [10]. Selon des sources gouvernementales, « la proposition pour réduire les risques de catastrophes naturelles est de réinstaller les habitants de zones dispersées dans des villes rurales » [11]. Un cas

exemplaire est celui de la localité de Nueva Colombia, dans la commune de Jaltenango, localité affectée par les fortes pluies de la fin septembre. Les autorités sont arrivées en annonçant que les familles de cette communauté seraient réinstallées dans la « Ville du café ». Le 17 octobre, un article dans le journal *La Jornada* intitulé « Les habitants de Jaltenango refusent d'être réinstallés dans des Villes rurales » [12] se faisait l'écho du refus d'une grande partie de la population d'abandonner son lieu de vie. Selon les habitants et les habitantes, le fait d'être déplacés perturberait leur projet de vie car cela nécessiterait d'abandonner la production de café biologique d'ombre, principalement du fait de la distance et de la destruction de leurs maisons, car ils n'auraient plus où loger pendant les différentes étapes de la culture. Dans les rapports du gouvernement, Nueva Colombia figure sur la liste des communautés « bénéficiaires » d'une réinstallation.



Nueva Colombia n'est qu'une des nombreuses localités situées dans la réserve de biosphère d'El Triunfo. Un fonctionnaire de la présidence municipale de Jaltenango a affirmé, lors un entretien, qu'il serait souhaitable de réinstaller toutes ces communautés, en les sortant de la réserve, car, de cette manière, « nous protégeons la flore et la faune et évitons la destruction massive avec les coupes d'arbres ». Son discours témoigne d'une tendance très présente dans le discours officiel, à savoir, la criminalisation de la population paysanne et indienne. On accuse des pratiques millénaires comme la culture du maïs, qui font partie du patrimoine culturel historique de toute la région mésoaméricaine, non seulement de provoquer des catastrophes « naturelles » mais aussi de contribuer à la détérioration de l'environnement et même au changement climatique.

Selon les déclarations du président Calderón à Amatán, Chiapas, « Il est évident que les glissements de terrain se produisent du fait d'intempéries exceptionnelles, mais pas uniquement pour cette raison ; ils sont aussi la conséquence des interventions humaines sur la couche végétale des zones dans lesquelles se produisent les éboulements. Concrètement, il est évident, palpable, visible, que dans les endroits où les arbres ont été abattus et, de façon plus générale, là où a été détruite la flore originelle, pour y planter, en particulier, du maïs et d'autres graminées, le risque de glissement durant ces intempéries est considérablement plus élevé [13]. Après ces déclarations, il a proposé de donner aux familles sinistrées d'Amatán la même somme d'argent qu'ils obtiennent de leurs *milpas*, à condition qu'ils fassent pousser à la place de leurs cultures, des arbres tels que les citronniers ou des variétés exploitables pour leur bois.

Cette tendance à la criminalisation des travaux agricoles s'appuie ainsi sur l'appropriation et la manipulation du discours écologiste par le gouvernement. Le programme des Villes rurales se trouve, de cette manière, légitimé et justifié par le discours écologiste actuellement en vogue du développement durable et de la lutte contre le réchauffement climatique. La « durabilité environnementale » apparaît comme un des principes directeurs de ce programme.

En ce sens, selon le discours officiel, les villes rurales « non seulement résolvent le problème de la pauvreté mais affrontent aussi efficacement le changement climatique et la dégradation du milieu naturel ». [14] Pour cette raison, déplacer les populations indiennes et paysannes qui vivent dans la réserve d'El Triunfo est un haut fait de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. Réinstaller ces familles dans une ville rurale est un acte pour le bien de toute l'humanité. Pour

le discours officiel, ce sont ces familles, et non les compagnies minières ou les infrastructures routières, les monocultures et les mégaprojets de pillage des ressources naturelles qui détruisent l'environnement.

Conclusion

Comme l'explique le chercheur anglais Japhy Wilson [15], l'histoire du Mexique est caractérisée par une tension toujours à l'œuvre entre l'ambition de l'État de créer à l'échelle nationale une société homogène qui intègre les paramètres de la modernité et la détermination des peuples à conserver leurs espaces et pratiques autonomes. La phase actuelle du capitalisme se caractérise par une large offensive des intérêts du gouvernement et des entreprises sur les ressources naturelles, et avec elle, la soumission au capital du territoire et de tous les aspects de la vie. Toute tentative de conservation ou de construction d'autonomie entre ainsi directement en conflit avec les objectifs géopolitiques régionaux comme ceux du Projet Mésoamérique. Il s'agit de projets territoriaux qui s'appuient sur des représentations abstraites de l'espace, où ceux qui y habitent sont chosifiés en n'étant considérés ni comme sujets historiques ni comme sujets de droits ; des projets qui effacent l'espace des représentations et symboles des cultures enracinées dans des espaces spécifiques – ce que certains auteurs ont appelé « la violence de l'abstraction ». Le gouvernement use d'une stratégie discursive par laquelle, en plus de substituer à une problématique politique une question de territoire et de population, il nie les racines historiques et culturelles indiennes et paysannes, en considérant le Chiapas comme un « espace vide ».

La concentration de population dans les villes rurales ne répond pas aux besoins sociaux, économiques ou culturels de la population ; elle trouve plutôt sa source dans une motivation économique tue, impulsée par l'accumulation de capital. Ce programme constitue ainsi une tentative d'imposer à tout prix des relations sociales de type capitaliste à des endroits où existent des espaces de relative autonomie et de permettre en même temps au gouvernement d'administrer tous les aspects de la vie. Comme le raconte un camarade de la commune de Chenalhó : « Nous pensons que les bénéfices ne sont pas pour nous ; c'est juste pour s'emparer des richesses de notre mère la terre ; vendre la terre, c'est vendre le patrimoine et terminer dans une étable à cochons [...] »

En définitive, le modèle des villes rurales impose une homogénéisation qui porte atteinte non seulement aux formes de reproduction de la vie indienne-paysanne mais aussi à son identité. Comme nous l'exprimait un camarade d'une paroisse de Chenalhó : « C'est contre la culture indienne. Je vois qu'ils cherchent à nous imposer une autre culture ; les communautés ont une tradition bien enracinée, une culture avec ses rituels ; on y travaille collectivement, on s'entraide [...]. Et avec ce programme, petit à petit, elles oublient leurs coutumes, elles se désorganisent [...] ». André Aubry notait de même que « pour les peuples indiens, paysans et ruraux, terre et territoire représentent en effet plus que travail et aliments : ils sont aussi culture, communauté, histoire, ancêtres, rêves d'avenir, vie et mère. Depuis deux siècles, cependant, le système capitaliste détruit la ruralité, expulse paysans et Indiens, change la face de la Terre, la déshumanise. » [16] L'uniformisation culturelle qui se cache derrière la reconversion des modes de vie paysans et indiens attende directement aux droits et à l'identité des peuples autochtones.

En ce sens, le 19 novembre 2010, des centaines de femmes et d'hommes de différentes communautés de la zone des Altos du Chiapas ont organisé une manifestation dans les rues de San Cristóbal de las Casas. Au son de musiques, de chants, de prières, et dans la fumée du [copal](#) [17], ils protestaient contre « les projets de mort » qui sont mis en place dans la géographie chiapanèque : mines, barrages, et les Villes rurales. Dans leur communiqué, ils dénoncèrent le projet des Villes rurales,

« parce que, pour le peuple indien ce n'est pas un signe de vie, mais de mort [...]. C'est un projet imposé par le gouvernement pour contrôler la population et détruire sa culture. Il n'est pas vrai que ce projet est destiné à lutter contre la pauvreté, car il est basé sur un mensonge qui est de dire que la pauvreté est provoquée par la dispersion. Ce n'est pas la vérité. Nous soutenons que la cause, c'est que la richesse de notre nation est dans les mains d'un petit nombre et ne parvient pas à ceux qui en ont vraiment besoin. Par conséquent, les Villes rurales du Chiapas font partie du système néolibéral de plans, projets des entreprises

transnationales pour s'appropriier progressivement notre mère la terre et s'emparer de nos ressources naturelles.

En conclusion, le projet de lutte contre la pauvreté, dans la version que représente le programme des Villes rurales, est la mise en application d'un modèle qui va à l'encontre du droit à l'autonomie des peuples indiens. Il s'oppose également au projet d'autonomie zapatiste, matérialisé dans les Caracoles zapatistes et dans les plus de trente communes autonomes zapatistes. Dans le cadre de ce projet d'autonomie, la représentation politique est fondée sur le choix des peuples qui désignent les autorités, représentées dans les Juntas de bon gouvernement et les conseils municipaux, et sur la construction d'une communauté en dehors du clientélisme, de la corruption, de l'autoritarisme, du racisme et de la violence dont les peuples indiens faisaient l'objet. Dans le projet gouvernemental des villes rurales, à l'inverse, l'organisation sociale et la représentation sont inféodées à l'État et aux entreprises qui participent au programme, selon une logique imposée par le gouvernement, excluante, corporatiste et clientéliste. Alors que dans les communautés autonomes les décisions concernant les systèmes de santé, d'éducation et, de façon générale, les formes de développement de la communauté, se font sur une base communautaire, dans les villes rurales les habitants deviennent de simples récepteurs de services sur lesquels ils ne disposent d'aucune forme de contrôle, ni de pouvoir de décision, services qui n'ont pas été conçus à partir des intérêts et projets de vie de la population elle-même.

Pour les peuples indiens, le territoire est un bien collectif, source de vie communautaire, de savoirs, de culture, d'identité, de traditions et de droits. En ce sens, si le projet zapatiste d'autonomie se fonde sur une appropriation symbolique-expressive du territoire comme support des identités collectives, pour le programme des villes rurales, l'appropriation du territoire se veut fonctionnelle-instrumentale, déterminée par une relation utilitaire à l'espace, ce qui justifie de spolier les peuples de leur territoire et par conséquent la reconversion d'un mode de vie autonome en un mode de vie de consommation et dépendance.

Bibliographie

Agence EFE, « Autoridades plantean reubicación de indígenas por riesgos de más derrumbes », 1^{er} octobre 2010.

<http://www.que.es/ultimas-noticias/sucesos/201010020732-autoridades-plantan-reubicacion-indigenas-riesgos-efe.html>.

Antón Gracia, Santiago, « Proyecto : Mesoamérica POT-AR 2010+ », Comisión ejecutiva del Proyecto Mesoamérica, México, décembre 2009.

Aubry, André, « Tierra, territorio, territorio », *La Jornada*, vendredi 1^{er} juin 2007. Traduction française : DIAL 3298 - « [Terre, terre natale, territoire](#) ».

Banque mondiale, revue *Intercambios*, vol. 8 no 92, novembre 2008.

Bellani, Roseta. revue *Diagonal*, Espagne, mai 2010.

« Consenso social en proceso de construcción de la CRS », *La Voz del Sureste*, 25 mai 2010, <http://diariolavozdelsureste.com/chiapas/2010/05/consenso-social-en-proceso-de-construccion-de-la-crs/>.

Vos, Jan de, *Historia de los pueblos indígenas de México. Vivir en la frontera : la experiencia de los indios de Chiapas*, CIESAS, México, 1994.

Delgado Ramos, Gian Carlo, « Recursos naturales, seguridad y los 'Lili pads' del Pentágono : El caso de América Latina », revue *Memoria*, México, no 242, mai 2010, p. 5.

« En Acala y Copainalá... », *Expreso Chiapas*, 16 juillet de 2010. <http://www.expresochiapas.com/noticias/notas-de-portada/13301-en-acala-y-copainala.html>.

« Presidentes y Jefes de Estado lanzan Proyecto de Integración y Desarrollo de Mesoamérica », Newsletter du Projet Mésoamérique, no 1, novembre 2008, <http://www.Proyectomesoamerica.org>.

Portail de la Présidence de la République du Mexique, « Alimentos y agua, garantizados para damnificados en Chiapas : FCH », 1^{er} octobre 2010, <http://www.presidencia.gob.mx/?DNA=85&Contenido=60381>.

Portail de la Présidence de la République du Mexique, « Diversas intervenciones en la Inauguración de la Planta de Biodiesel », 26 novembre 2010, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=61701>.

« Se rehusan habitantes de Jaltenango a ser reubicadas en Ciudades Rurales », *La Jornada*, 17 octobre 2010.

Wilson, Japhy, « Notes on the Rural City : Henri Lefebvre and the Transformation of Everyday Life in Chiapas, México », Université de Manchester, 2010.

Wilson, Japhy, « La nueva fase del Plan Puebla Panamá en Chiapas », CIEPAC, 2008, <http://www.ciepac.org/boletines/chiapasaldia.php?id=562>.

Zunino, Mariela et Miguel Pickard, « Ciudades Rurales en Chiapas : despojo gubernamental contra el campesinado », CIEPAC, 2008, <http://www.ciepac.org/boletines/chiapasaldia.php?id=571>.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3333.**

- Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.

- Source (espagnol) : Karela Contreras, Rosaluz Pérez, Miguel Pickard, Ibrahim Rivera et Mariela Zunino, « Ciudades rurales sustentables, despojo y contrainsurgencia en Chiapas », in *Planes geoestrategicos, desplazamientos y migraciones forzadas en el área del proyecto de desarrollo e integración de Mesoamérica*, sous la direction de Juan Manuel Sandoval Palacios, Raquel Álvarez de Flores et Sara Yaneth Fernández Moreno, Colombie / Venezuela / Mexique, Université d'Antioquia, Département de travail social, Faculté de sciences sociales et humaines / Centre d'études des frontières et de l'intégration, Université des Andes / Séminaire permanent d'études Chicanos et frontières, DEAS-INAH, 2011, p. 143-162.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] DIAL 3149 - « [La « lutte contre la pauvreté » comme contre-insurrection, première partie](#) » et 3153 - « [La « lutte contre la pauvreté » comme contre-insurrection, seconde partie](#) ».

[2] DIAL 3150 - « [BRÉSIL - La pacification des favelas de Rio de Janeiro : une « contre-insurrection préventive » ?](#) ».

[3] DIAL 3319 - « [Les mouvements sociaux font l'objet d'enquêtes du Pentagone](#) » et 3320 - « [Géographie contre-insurrectionnelle](#) ».

[4] Juan Manuel Sandoval Palacios, Raquel Álvarez de Flores et Sara Yaneth Fernández Moreno [dir.], *Planes geoestrategicos, desplazamientos y migraciones forzadas en el área del proyecto de desarrollo e integración de Mesoamérica*, Colombie / Venezuela / Mexique, Université d'Antioquia, Département de travail social, Faculté de sciences sociales et humaines / Centre d'études des frontières et de l'intégration, Université des Andes / Séminaire permanent d'études Chicanos et frontières, DEAS-

INAH, 2011, p. 143-162.

[5] Espace de culture conjointe de trois plantes compagnes, souvent la courge, le maïs et le haricot grimpant - note DIAL.

[6] « Tierra, terruño, territorio », André Aubry, *La Jornada*, vendredi 1^{er} juin 2007. Traduction française : DIAL 3298 - « [Terre, terre natale, territoire](#) ».

[7] Propriété collective attribuée à un groupe de paysans sur la base de la Loi des *ejidos* (1920), adoptée à la fin de la révolution mexicaine (1910-1920) - note DIAL.

[8] « Consenso social en proceso de construcción de la CRS », *La Voz del Sureste*, 25 mai 2010, <http://diariolavozdelsureste.com/chiapas/2010/05/consenso-social-en-proceso-de-construccion-de-la-crs/>

[9] « En Acala y Copainalá... », *Expreso Chiapas*, 16 de julio de 2010. <http://www.expresochiapas.com/noticias/notas-de-portada/13301-en-acala-y-copainala.html>.

[10] « Autoridades plantean reubicación de indígenas por riesgos de más derrumbes », Agence EFE, 1^{er} octobre 2010. <http://www.que.es/ultimas-noticias/sucesos/201010020732-autoridades-plantean-reubicacion-indigenas-riesgos-efe.html>.

[11] *Ibid.*

[12] « Se rehusan habitantes de Jaltenango a ser reubicadas en Ciudades Rurales », *La Jornada*, 17 octobre 2010.

[13] « Alimentos y agua, garantizados para damnificados en Chiapas : FCH », portail de la Présidence de la République, 1^{er} octobre 2010, <http://www.presidencia.gob.mx/?DNA=85&Contenido=60381>.

[14] « Diversas intervenciones en la Inauguración de la Planta de Biodiesel », portail de la Présidence de la République, 26 novembre 2010, <http://www.presidencia.gob.mx/prensa/?contenido=61701>.

[15] Japhy Wilson, « Notes on the Rural City : Henri Lefebvre and the Transformation of Everyday Life in Chiapas, México », Université de Manchester, 2010.

[16] « Tierra, terruño, territorio », André Aubry, *La Jornada*, vendredi 1^{er} juin 2007. Traduction française : DIAL 3298 - « [Terre, terre natale, territoire](#) ».

[17] « Le copal est une résine semi-fossile ou sub-fossile [...]. Copal est un terme issu du nahuatl et signifie encens dans cette langue. Les cultures indiennes du Mexique s'en servent lors de la célébration de rituels religieux ». Extrait de la notice Wikipédia - note DIAL.